

## REGION WALLONNE

### LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu le Livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau ;

Vu l'arrêté royal du 25 mai 1999 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra-légers motorisés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2003 accordant l'autorisation d'exploiter, pour un terme arrivant à échéance le 20 septembre 2023, l'aérodrome de Cerfontaine ;

Vu la demande introduite en date du 14 août 2009, par laquelle la S.A. EBCF, route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE, sollicite un permis d'environnement visant à régulariser l'aérodrome de Cerfontaine relativement à l'utilisation des ULM suite à la rubrique de classement créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées dans un établissement situé à la même adresse ;

Vu les pièces établissant que la demande a reçu la publicité voulue ;

Rd



Considérant qu'une enquête publique a eu lieu du 11 au 25 septembre 2009 inclus, laquelle a fait l'objet de plusieurs réclamations portant sur :

- les nuisances sonores, les nuisances environnementales (faune et flore) et les nuisances sur la santé ;
- le fait qu'il n'y a eu qu'une seule journée de mesure de bruit ;
- le fait que le Service Public de Wallonie prend position avant la fin de l'enquête publique ;
- le survol des propriétés privées ;
- la sécurité des usagers et des citoyens ;

Vu l'avis réputé favorable par défaut de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions – Cellule Bruit ;

Vu l'avis réputé favorable par défaut de la Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques – Département de l'Exploitation du Transport ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel du Service public fédéral – Mobilité et Transports – Transport aérien en date du 13 avril 2007 ;

Vu l'avis FAVORABLE de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Ruralité et des Cours d'Eau – Direction du Développement rural – Service extérieur de Ciney en date du 10 septembre 2009 ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Nature et des Forêts – Direction de Namur en date du 25 septembre 2009 ;

Vu l'avis FAVORABLE de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie – Direction de Namur en date du 2 octobre 2009 ;

Vu la prorogation de 30 jours des délais d'instruction de la demande sollicitée par le fonctionnaire technique compétent en première instance, notifiée en date du 19 octobre 2009 dans le délai légal prescrit ;

Vu le rapport de synthèse FAVORABLE conditionnel du fonctionnaire technique compétent en première instance en date du 2 décembre 2009, envoyé en date du 3 décembre 2009, dans le délai légal prescrit ;



Vu l'arrêté du 21 décembre 2009 du Collège communal de CERFONTAINE REFUSANT à la S.A. EBCF, route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE, le permis d'environnement visant à régulariser l'aérodrome de Cerfontaine relativement à l'utilisation des ULM suite à la rubrique de classement créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées dans un établissement situé à la même adresse ;

Considérant que cette décision a été notifiée au fonctionnaire technique compétent en première instance ainsi qu'au demandeur en date du 23 décembre 2009, dans le délai légal prescrit ; qu'elle a été réceptionnée par le demandeur en date du 28 décembre 2009 ; qu'elle a été réceptionnée par le fonctionnaire technique compétent en première instance en date du 24 décembre 2009 ; qu'elle a été affichée, aux endroits prescrits à partir du 15 janvier 2010 pendant 20 jours ;

Vu les recours introduits :

- en date du 6 janvier 2010 (cachet de la poste faisant foi), par la S.A. EBCF, route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE ;
- en date du 12 janvier 2010 (cachet de la poste faisant foi) par la S.A. SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS (SOWAER), chaussée de Liège n° 624 à 5100 JAMBES/NAMUR ;
- en date du 13 janvier 2010 (cachet de la poste faisant foi) par le fonctionnaire technique compétent en première instance, avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR,

contre l'arrêté du 21 décembre 2009 du Collège communal de CERFONTAINE susvisé ;

Considérant que les recours introduits par :

- la S.A. EBCF, route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE ;
- la S.A. SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS (SOWAER), chaussée de Liège n° 624 à 5100 JAMBES/NAMUR ;
- le fonctionnaire technique compétent en première instance, avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR,

l'ont été dans les forme et délai prescrits ; qu'ils sont par conséquent déclarés recevables ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier de 1<sup>ère</sup> instance et de recours ;


Vu le rapport de synthèse sur recours transmis au Gouvernement ;

Considérant que le titulaire du permis, le fonctionnaire technique compétent en première instance, le Collège communal de CERFONTAINE ayant pris l'acte attaqué et le Ministre du Gouvernement wallon ayant l'Environnement dans ses attributions ont été informés de l'introduction des recours ;



Considérant que la demande porte sur la régularisation l'aérodrome de Cerfontaine relativement à l'utilisation des ULM suite à la rubrique de classement créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées comprenant :

#### **Bâtiments**

1. B001 : Cafétéria ;
  2. B002 : Tour de contrôle ;
  3. B003 : Hangar affecté aux activités parachutistes ;
  4. B004 : Hangar pour le parcage des avions et ULM et atelier destiné à l'entretien des aéronefs et au montage des ULM ;
  5. B005 : Hangar parcage avions, ULM et planeurs ;
  6. B006 : Auvent abritant actuellement des remorques à planeur.
- 

#### **Installation, activité ou procédé**

1. I001 : Utilisation d'aéronefs ultra légers motorisés, principalement ULM 3-axes carénés.

#### **Dépôt**

1. D001 : Essence (18.000 l) ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

#### **N° 63.12.09.02.02, Classe 2**

Dépôts de liquides inflammables ou combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 55°C et ne répondant pas à la définition des liquides extrêmement inflammables (catégorie B) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 5.000 litres et inférieure à 50.000 litres.

#### **N° 92.61.12.01, Classe 2**

Implantation d'ulmodromes et utilisation d'aéronefs ultra légers motorisés tels que définis dans l'arrêté royal du 25 mai 1999 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra légers motorisés ;



Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant, à l'examen du dossier de demande, que les incidences les plus significatives portent sur les nuisances sonores, le danger d'incendie et/ou d'explosion, les déchets, le risque pour un site Natura 2000, la pollution de la nappe phréatique et le charroi ;

Considérant, cependant au vu du descriptif des activités et installations, des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans le projet, que l'ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable ; que ces nuisances n'affectent que la population immédiate ; qu'elles sont probables et ne seraient perceptibles que quelques jours tout au plus ; que les effets sont réversibles à court terme ; que la production de déchets est parfaitement maîtrisable ;

Considérant, en ce qui concerne les autres thématiques de l'environnement, que le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement ; que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ; que le projet ne doit donc pas être soumis à évaluation complète des incidences ; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire ;

Considérant que le 6 octobre 2000, une demande de permis d'exploiter a été introduite selon les dispositions du Règlement général pour la Protection du Travail (RGPT) relative à l'aérodrome de Cerfontaine ;

Considérant qu'à l'époque, le régime applicable aux permis d'exploiter était défini par le Règlement général pour la Protection du Travail (le régime du permis d'environnement n'étant en effet entré en vigueur que le 1<sup>er</sup> octobre 2002) ;

Considérant que la demande du 6 octobre 2000 précisait qu'elle portait sur une « piste d'aérodrome existant dont l'utilisation était momentanément suspendue » avec :

- « - Bâtiment administratif ;
- Bâtiment technique ;
- Club House ;
- Hangars avions ;
- Hangars planeurs ;
- Station de carburant nécessaire à l'exploitation d'un aérodrome. » ;



Considérant qu'en se référant aux rubriques de classement qui étaient en vigueur à cette date, on constate qu'il existait une rubrique 386bis visant les « *aérodromes civils à l'usage d'aéronefs ultra-légers motorisés, ULM et/ou DPM tels que définis dans l'arrêté royal du 21 septembre 1983 fixant les conditions particulières imposées à l'admission à la circulation aérienne de certains aéronefs ultra-légers motorisés* » ;

Considérant que c'est la raison pour laquelle, dans son rapport, le fonctionnaire technique (il s'agissait du Directeur général de la DGRNE car l'établissement dont question est un « *établissement de l'État* », relevant dès lors, selon le RGPT, de l'autorité du Ministre) a précisé que, outre diverses rubriques techniques (dépôts de mazout, station d'épuration, etc.), la demande portait sur la rubrique 386bis précitée ;

Considérant qu'il s'avère donc que l'aérodrome de Cerfontaine est bien autorisé pour accueillir des ULMs, pour un terme arrivant à échéance le 20 septembre 2023 ; que, par conséquent, il n'y avait pas lieu d'introduire une demande de régularisation pour un établissement déjà autorisé ;

Considérant qu'il convient donc d'annuler la décision prise en première instance, l'exploitant disposant d'une autorisation valable pour l'exploitation d'un ulmodrome ;

MA

Par les motifs cités ci-avant,

## ARRETE :

### ARTICLE 1

Les recours exercés par :

- la S.A. EBCF, route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE ;
- la S.A. SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS (SOWAER), chaussée de Liège n° 624 à 5100 JAMBES/NAMUR ;
- le fonctionnaire technique compétent en première instance, avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR,

contre l'arrêté du 21 décembre 2009 du Collège communal de CERFONTAINE REFUSANT à la S.A. EBCF, route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE, le permis d'environnement visant à régulariser l'aérodrome de Cerfontaine relativement à l'utilisation des ULM suite à la rubrique de classement créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées dans un établissement situé à la même adresse, sont DECLARES RECEVABLES.

## ARTICLE 2

L'arrêté du 21 décembre 2009 du Collège communal de CERFONTAINE REFUSANT à la S.A. EBCF, route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE, le permis d'environnement visant à régulariser l'aérodrome de Cerfontaine relativement à l'utilisation des ULM suite à la rubrique de classement créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées dans un établissement situé à la même adresse, est ANNULE.

## ARTICLE 3

Mention du présent arrêté est faite au registre des permis dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel.

## ARTICLE 4

Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'État contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'État, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

## ARTICLE 5

Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article D.29-22 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

## ARTICLE 6

- Une expédition certifiée conforme du présent permis est envoyée par lettre recommandée :
  - Aux requérants ;
  - A l'exploitant ;
  - A l'autorité compétente pour délivrer le permis en 1<sup>ère</sup> instance ;
  - Au fonctionnaire chargé de la surveillance.



- Une expédition certifiée conforme du présent permis est envoyée par pli ordinaire :
  - Au fonctionnaire technique compétent en première instance ;
  - Au fonctionnaire délégué compétent en première instance ;
  - Au fonctionnaire délégué compétent en recours ;
  - A la Division de la Police de l'Environnement – Administration centrale ;
  - A la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions – Cellule Bruit ;
  - A la Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques – Département de l'Exploitation du Transport ;
  - A la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Ruralité et des Cours d'Eau – Direction du Développement rural – Service extérieur de Ciney ;
  - A la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de la Nature et des Forêts – Direction de Namur.

**Fait à Namur, le**

22. 03. 2010



**Philippe HENRY**